

Les synthèses de l'Auran

Le soin aux étudiants : mention « peut mieux faire »



Plus d'1 habitant de la Métropole sur 10 est étudiant. La dynamique étudiante de la métropole nantaise est en plein essor. Avec plus de 68 000 étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en 2022, Nantes Métropole fait partie des plus fortes progressions des effectifs étudiants ces dix dernières années (+29 % contre +18 % pour la moyenne nationale).

Les étudiants sont des usagers spécifiques de la ville. D'une part, ils participent à son animation et contribuent à la fréquentation du centre-ville et à sa vie nocturne. D'autre part, ils sont en processus d'autonomisation et apprennent à gérer un budget, un logement, leur alimentation. Certains sont déjà nantais, d'autres pas. Ces années de la vie étudiante peuvent être sources de fragilité et invitent les pouvoirs publics à les considérer comme un public spécifique, diversifié et souvent vulnérable.

Mises en lumière par la crise sanitaire, les conditions de vie étudiantes attirent l'attention des décideurs publics. Leur isolement pendant les périodes de confinement et ses conséquences avaient largement été relayés par les médias. Une enquête récente de Santé publique France souligne d'ailleurs une dégradation de la santé mentale chez les jeunes de 18-24 ans, marquée par l'augmentation des tentatives de suicides et idées suicidaires.

Aujourd'hui, ce sont les difficultés à se loger, l'inflation et le stress lié aux études ou à leur insertion professionnelle qui sont objets de préoccupations. L'augmentation du coût de la vie met en tension cette population étudiante déjà touchée par les difficultés financières et semble remettre un peu plus en question l'objectif public d'égalité des chances. À quelles difficultés les étudiants nantais sont-ils confrontés en 2023 ? Et quel rôle des acteurs publics locaux pour répondre à leur besoin ?

Pour répondre à ces questions, l'Auran a mis en place, conjointement avec la ville de Nantes, Nantes Métropole et Nantes Université, un observatoire des conditions de vie étudiante qui se traduit depuis 2021 par la réalisation d'une enquête annuelle auprès des étudiants du territoire. Cette Synthèse propose de s'appuyer sur ses résultats pour faire le point sur deux principales difficultés auxquelles font face les étudiants : l'augmentation du coût de la vie et la fragilisation de leur état de santé. Elle abordera également le rôle des pouvoirs publics pour leur venir en aide.

Chiffres clés



Nantes
10^{ème}
ville étudiante
française avec plus de
68 000 étudiants en 2022

60 % de
l'accroissement
des effectifs étudiants nantais
porté par les
établissements privés
ces 20 dernières années



+100 €
dans le coût de la
rentrée universitaire

entre septembre 2022 et 2023
(30 € de frais spécifiques
rentrée + 70 € de frais
de vie courante)

**1 étudiant
sur 4**


n'a pas accès à un point de
restauration Crous dans un
rayon de 10 minutes à pied



**1 étudiant
sur 3**
de la Métropole s'estime
en mauvais état de
santé mentale

60 %
des étudiants

se considèrent souvent,
voire en permanence,
stressés



Augmentation du coût de la vie étudiante et précarisation des étudiants en France et à Nantes

Spécificités nantaises : moins de boursiers, plus d'écoles privées

Par rapport à la moyenne nationale, deux caractéristiques distinguent les étudiants nantais.

Moins de boursiers qu'ailleurs

Moins d'un 1 étudiant sur 4 est boursier à Nantes Métropole alors qu'ils représentent 1 étudiant sur 3 au niveau national. Les étudiants nantais se démarquent par un taux de boursiers inférieur à la moyenne.

Une surreprésentation des effectifs dans les écoles privées

L'écosystème nantais se démarque également par un taux d'étudiants inscrits dans le privé supérieur de 8 points (30 % à Nantes contre 22 % au niveau national) et une surreprésentation des inscrits dans les Écoles d'art et culture ainsi que dans les Écoles de commerce (qui sont le plus souvent des établissements privés)¹. Le secteur du numérique et du digital en pleine expansion porte également cette croissance de l'enseignement supérieur privé.



Avec près de 20 000 étudiants, les effectifs dans le privé ont plus que doublé entre 2001 et 2020, quand les effectifs du public ont gagné 20 %. Bien que l'enseignement public reste majoritaire, cette dynamique privée contribue fortement à l'augmentation des effectifs étudiants nantais. Or, les étudiants de certains établissements privés semblent moins visibles et plus difficiles à toucher par l'action publique.



Une augmentation du coût de la vie qui touche tous les étudiants



Le coût de la rentrée 2023 a atteint un nouveau record et dépasse le seuil symbolique des 3 000 € au niveau national². Il atteint 2 923 € à Nantes³.

En cause : une forte hausse des frais de vie courante due à l'inflation. Les dépenses concernant l'alimentation ont augmenté de 17 % entre mai 2022 et l'été 2023. Les loyers nantais ont pris 5 % ces trois dernières années sur les T1. Tandis que les coûts des transports, de l'énergie mais aussi de la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)⁴ ont augmenté en lien avec l'inflation.

En parallèle, les bourses sur critères sociaux à destination des étudiants ont été revalorisées pour la rentrée 2023, mais elles peinent à compenser l'inflation et ne concernent qu'une minorité d'étudiants. Le montant des bourses a augmenté de l'ordre de 37 € à 127 € par mois selon les échelons, alors que les frais de vie courante auraient augmenté d'environ 70 € par mois entre 2022 et 2023 pour tous les étudiants⁵.

Trois difficultés principales pour les étudiants : se financer, se loger, s'informer



Les étudiants sont exposés à trois types de difficultés principales : les difficultés d'accès à l'information, l'augmentation du coût de la vie, et les difficultés d'accès au logement, et ce, d'autant plus à Nantes où le marché locatif est particulièrement tendu.



¹D'après les données du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

²D'après les associations étudiantes la FAGE et l'UNEF.

³D'après Interasso, association fédérant la majorité des associations et élus étudiants de la région nantaise.

⁴La CVEC est une contribution financière obligatoire de l'ordre de 100 euros, instituée par la loi « Orientations et réussite des étudiants » en 2018, due par tous les étudiants et collectée par le Crous.

⁵D'après Interasso.

En moyenne, en France, 26 % des jeunes de 18 à 24 ans vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui en fait la tranche d'âge de la population la plus touchée par la pauvreté monétaire⁶. En ce qui concerne la population étudiante, ce taux monte à 30 % de pauvreté. Parmi les étudiants, ce sont ceux qui ne vivent plus chez leurs parents, qui sont les plus touchés. 40 % des étudiants décohabitants vivent sous le seuil de pauvreté contre 20 % des cohabitants.

D'après l'enquête de l'Auran, parmi les étudiants nantais, ce sont les décohabitants, les boursiers, les étudiants étrangers, mais aussi ceux inscrits en licence 1 et 2⁷ qui sont les plus exposés à ces difficultés (potentiellement cumulatives).

Les profils les plus exposés aux difficultés

Difficultés d'accès à l'information

(limitent le recours aux aides)



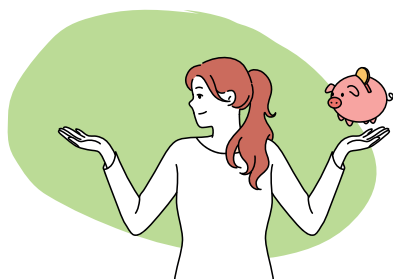
Les étrangers, en mobilité internationale ou non

11% des étudiants de Nantes Université

Les « primo-entrants », qui s'inscrivent pour la première fois dans l'enseignement supérieur

15% des étudiants de Nantes Université

Difficultés financières



Les boursiers sur critères sociaux ou ceux qui ont une faible aide familiale

28% des étudiants de Nantes Université sont boursiers

Les décohabitants, qui quittent le domicile familial et se retrouvent confrontés à l'augmentation des loyers, et l'inflation

Env. 70% des étudiants de la Métropole

Difficultés d'accès au logement



Ceux qui viennent de loin sont pénalisés dans la recherche de logement

24% des étudiants (recensement insee)

Ceux qui obtiennent leurs résultats tardivement ont également plus de probabilité de subir une recherche de logement difficile

Ceux qui ont un job d'été sont aussi moins disponibles pour leur recherche

Env. 36% des étudiants de la Métropole (enquête Auran)

« C'est dur d'être étudiante. Rien que financièrement, il faut apprendre à gérer son budget et moi je sais que je n'y arrive pas du tout. [...] Heureusement que j'ai mes parents qui sont là pour m'aider ».

Étudiante en licence de Sociologie

« La vie étudiante elle n'est pas facile, surtout quand tu travailles à côté. J'ai travaillé pendant toute ma licence dont une année où j'avais deux emplois mais j'en ai arrêté un car ça n'allait pas avec les cours ».

Étudiante en master d'Histoire

On est trop d'étudiants pour la capacité des logements. Je me suis rendu compte, j'appelais et les gens me disaient « Ah non désolé, vous êtes la 28^{ème} personne qui m'appelle... ». C'est impressionnant, il n'y a pas assez de logements pour tout le monde. »

Étudiante en licence de Psychologie

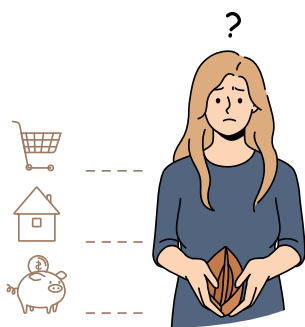
« C'est plutôt le début qui est difficile, quand on ne sait pas où chercher, surtout pour les étudiants internationaux. Quand je suis arrivé, je ne savais pas ce qu'il existait pour les étudiants. [...] J'ai rencontré d'autres étudiants internationaux qui ne comprenait rien à comment ça fonctionnait ici. »

Étudiant étranger en licence de Sciences du Langage.

Source : entretiens menés par l'Auran auprès d'étudiants en 2022

⁶Insee 2023, mesurer le niveau de vie et la pauvreté des jeunes adultes de 18 à 24 ans, une population particulièrement confrontée à la vulnérabilité économique.

⁷75 % des boursiers de l'université sont inscrits dans le premier cycle (niveau licence). Leur part diminue au fur et à mesure de la hausse des niveaux de formation.



Radiographie des budgets

L'enquête de l'Auran permet de faire ressortir les grandes caractéristiques des budgets étudiants selon différents profils : les cohabitants et les décohabitants, et parmi ces derniers, ceux qui sont ou non boursiers.

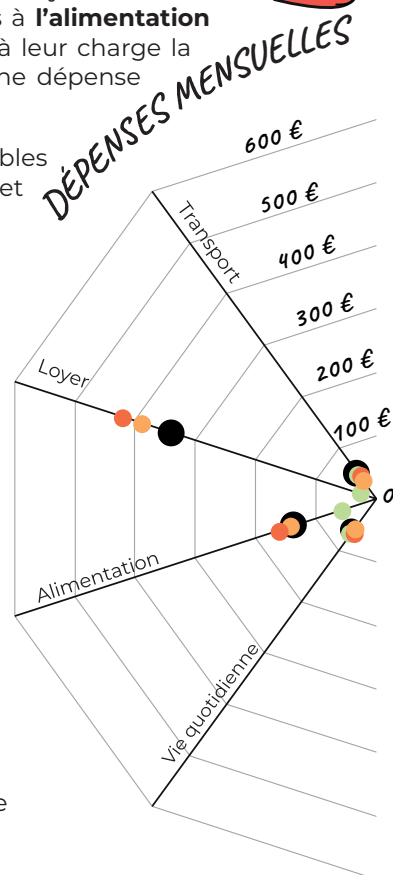
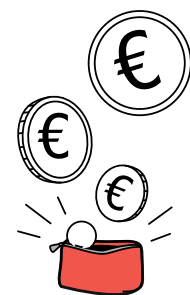
Quelles dépenses pour quels étudiants ?

Les décohabitants et les boursiers sous pression budgétaire

L'enquête de l'Auran révèle une différence de plus de **520 euros** par mois entre les budgets des étudiants cohabitants (240 € en moyenne) et les décohabitants (760 € en moyenne).

C'est bien sûr le **loyer** qui est responsable de cette forte différence (avec un coût moyen de 407 € par mois pour les décohabitants d'après l'enquête). Toutefois, les dépenses liées à **l'alimentation** contribuent également à cette pression budgétaire des décohabitants qui ont à leur charge la gestion des courses et la préparation des repas, ce qui représente pour eux une dépense moyenne de 152 € par mois (contre 55 euros pour les cohabitants).

Si les dépenses liées au **transport** et à **la vie quotidienne / loisirs** sont très comparables entre les deux familles d'étudiants (en moyenne 50 € par mois pour les transports et 65 € pour la vie quotidienne et les loisirs), la **marge budgétaire** disponible à la fin du mois est sensiblement différente : 12 € seulement pour les décohabitants contre 90 € pour ceux qui vivent au domicile familial. Parmi les décohabitants, ce sont les boursiers qui ont la plus forte contrainte budgétaire, ils ne dépensent que 42 € par mois en moyenne pour leurs déplacements. Ils n'ont pas de marge budgétaire à la fin du mois et peinent à honorer toutes leurs dépenses.

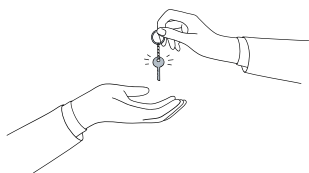


Trois défis majeurs pour les étudiants



Se nourrir : une difficulté pour de nombreux étudiants

Le budget consacré à l'alimentation est relativement contraint et pèse en moyenne 135 € par mois pour les étudiants, ce qui représente 40 repas du Crous (à 3,30 €). Toutefois, plus d'1 étudiant sur 3 déclarent ne jamais prendre de repas au restaurant universitaire du Crous et ce, en lien avec la saturation de ces restaurants et le manque de temps pour s'y rendre. 1 étudiant sur 4 n'a pas accès à un point de restauration Crous dans un rayon de 10 minutes à pied autour de son établissement (voir carte p.9). 10 % déclarent sauter un repas au moins une fois par semaine. Dans le même temps, des centaines d'étudiants se rendent aux distributions alimentaires chaque semaine.



Se loger à Nantes : une galère qui risque de durer

La tension locative dans la métropole nantaise entrave l'accès au logement de nombreux étudiants. 4 étudiants sur 10 considèrent que la recherche de leur logement a été un parcours du combattant (très difficile, voire quasi-insurmontable) et plus d'1 sur 2 a mis plus d'un mois à trouver un logement.

Par ailleurs, les loyers pèsent lourd dans le budget. Louer un logement seul dans le parc privé est le mode de logement le plus utilisé, mais c'est aussi le plus onéreux (prix médians avoisinant les 400 € pour un T1 et 520 € pour un T2 en 2023), d'après l'Observatoire local des loyers CINA-Auran.

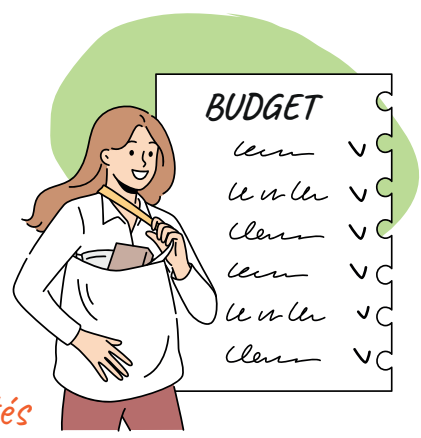
Se divertir : les budgets loisirs se contractent en 2023

En 2022, les dépenses liées aux loisirs pesaient 10 % dans le budget des répondants décohabitants. Elles passent à 8 % en 2023. L'augmentation des loyers et de l'alimentation contraint les autres dépenses des étudiants et les dépenses liées aux sorties et loisirs se contractent.



des étudiants

Ces données sont issues du millésime 2023 de l'enquête dont les résultats ont été redressés (voir méthode p.12).

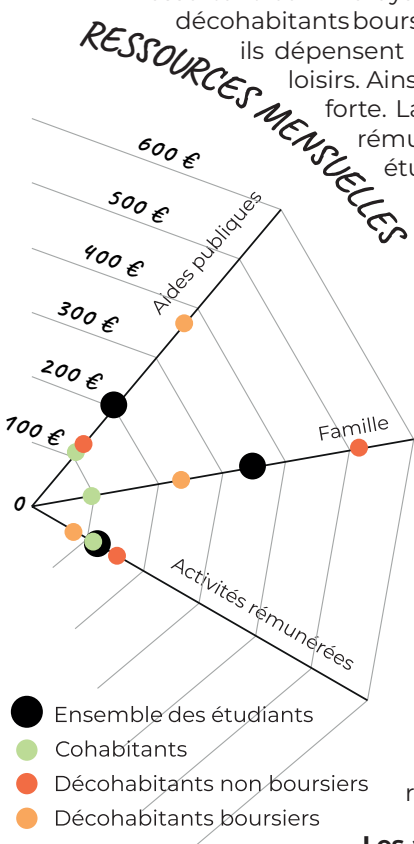


Des ressources hétérogènes, socles des inégalités

Les étudiants ont trois ressources principales pour subvenir à leurs besoins : les aides publiques, l'aide familiale et le recours à une activité rémunérée.

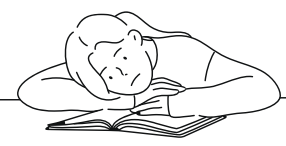
Les bourses ne mettent pas à l'abri des besoins

À Nantes, moins d'1 étudiant sur 4 touche une bourse. Ce sont les décohabitants boursiers qui ressortent comme ayant les budgets les plus contraints (700 € par mois en moyenne pour les décohabitants boursiers contre 780 € par mois pour les décohabitants non boursiers). En moyenne, ils dépensent moins que les autres sur tous les postes : loyers, transports, alimentation, loisirs. Ainsi, le fait d'obtenir une bourse ne met pas à l'abri d'une contrainte budgétaire forte. La bourse ne permet pas non plus aux étudiants de se passer d'une activité rémunérée puisque 1 boursier sur 2 a recours à un job étudiant en parallèle de ses études (hors job d'été).



L'aide familiale : la principale variable d'ajustement

Malgré les multiples tranches, des effets de seuil dans l'attribution des bourses écartent une grande part des étudiants issus des classes moyennes, mais aussi les étudiants internationaux et ceux inscrits dans des filières qui ne donnent pas droit aux bourses (formation en alternance, apprentissage par exemple). Ainsi, l'aide de la famille reste déterminante dans les budgets étudiants, et représente en moyenne 515 € par mois dans les ressources des décohabitants non boursiers. Cette dépendance à l'aide familiale contribue aux inégalités sociales entre étudiants et nuit à l'enjeu de garantir un accès aux études pour tous.



En effet, l'origine sociale impacte le choix et l'accès à différentes filières. L'enquête de l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) montre bien que parmi les étudiants enfants d'employés, ouvriers ou personnes sans activité, il existe une surreprésentation d'inscrits dans les formations techniques ou professionnalisantes (STS, IUT). Alors que les enfants de cadres, de professions intermédiaires ou indépendants sont plus largement représentés dans les écoles d'ingénieurs, de commerce, d'art et d'architecture.

Les activités rémunérées : attention au risque de décrochage

2 étudiants sur 3 déclarent exercer une activité rémunérée. Pour plus d'1 répondant sur 5, cette activité rémunérée est jugée indispensable pour vivre (enquête Auran 2022).

Avoir une activité rémunérée participe à acquérir de l'expérience professionnelle et aide à pour boucler les fins de mois. Toutefois, l'équilibre à trouver avec le temps consacré aux études n'est pas toujours évident. Si elle devient concurrentielle avec les études, elle peut être source de stress voire de mal-être chez les étudiants et compromettre leur réussite académique. D'après l'OVE, une activité concurrentielle est « non liée aux études et exercée au moins à mi-temps ». En 2020, 42 % des étudiants qui exercent une activité concurrentielle avec leurs études estiment qu'elle a des effets négatifs sur leur bien-être.



Source : enquête Auran 2023

Fragilisation de l'état de santé des étudiants

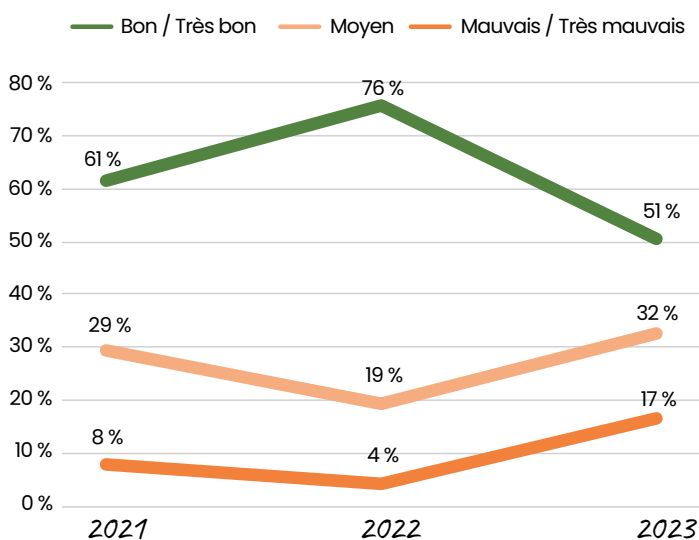
La crise sanitaire et les périodes de confinements avaient révélé d'importantes fragilités en matière de santé psychologique des étudiants. Depuis 2021, l'enquête de l'Auran prend le pouls de la perception de l'état de santé des étudiants. Or, le millésime 2023 révèle une importante dégradation.



Une dégradation de la perception de l'état de santé des étudiants

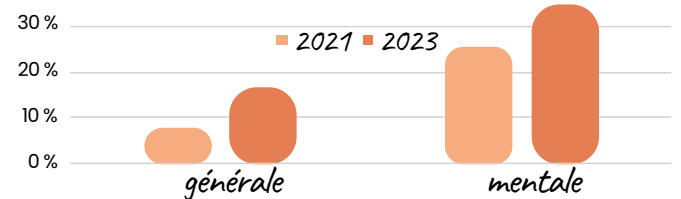
Après le choc du Covid et l'éclaircie de 2022, 2023 semble une année de rechute. Si 75 % des répondants s'estimaient en bonne (voire très bonne) santé en 2022, ils ne sont plus que 50 % en 2023 (-25 points). Même dégradation pour la santé mentale : 49 % des répondants s'estimaient en bon état de santé mentale en 2022, ils ne sont que 29 % en 2023 (-20 points). Au total, un tiers des étudiants s'estiment en mauvais état de santé mentale en 2023.

Évolution de la perception de l'état de santé des étudiants



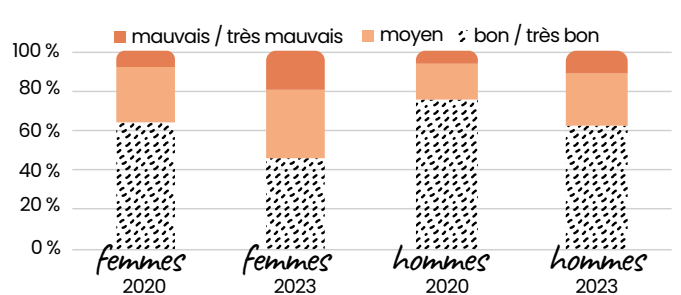
Source : enquêtes Auran 2021 - 2023

Augmentation de la perception d'un mauvais état de santé



Source : enquêtes Auran 2021 - 2023

Perception de l'état de santé générale des étudiant.e.s



Source : enquête OVE 2020, enquête Auran 2023

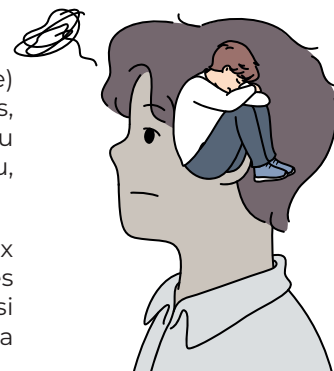
Une perception genrée : les femmes se considèrent en moins bon état de santé que les hommes

De manière générale, les femmes ont une perception moins positive de leur état de santé. L'observatoire national de la vie étudiante (OVE) parle d'un écart de 11 points en 2020 pour la perception d'un bon état de santé générale entre les étudiants (76 %) et les étudiantes (65 %). Avec un écart de 16 points, l'enquête de l'Auran révèle un écart particulièrement marqué au sein de la population étudiante nantaise en 2023. Cet écart est encore plus fort pour la santé mentale (18 points). Soulignons qu'à cet âge de la vie, les hommes sont particulièrement éloignés du système de santé, ce qui est moins le cas des femmes qui sont plus amenées à consulter de manière régulière, notamment dans le cadre de leur suivi gynécologique. Une situation sur laquelle il convient de rester vigilant.

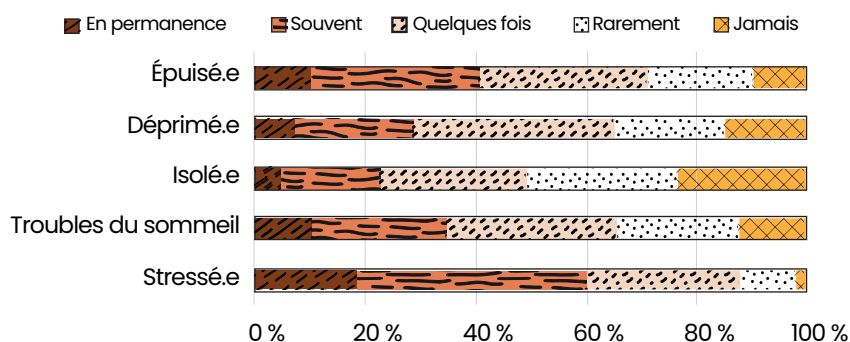
Le stress et l'épuisement comme manifestations dominantes au niveau local

En 2023, 6 étudiants sur 10 se considèrent souvent (voire en permanence) stressés. Ils étaient 4 sur 10 au niveau national en 2020 (OVE 2020). Par ailleurs, 41 % se sentent souvent épuisés et 35 % déclarent de fréquents troubles du sommeil, signaux inquiétants quant à la santé mentale des jeunes. À nouveau, ce sont les femmes qui l'expriment le plus.

Les sources principales de ces troubles évoquées dans l'enquête sont liées aux études. D'autres motifs comme l'avenir professionnel, la vie privée, les crises environnementales et géopolitiques, leur situation financière, mais aussi le « travail alimentaire », les difficultés dans les transports, l'éloignement à la famille sont des motifs mentionnés par les répondants.



Fréquence des troubles exprimés par les étudiants



Source : enquête Auran 2023

En permanence / souvent

	Homme	Femme
Épuisé.e	30 %	49 %
Déprimé.e	20 %	34 %
Isolé.e	20 %	24 %
Troubles de sommeil	27 %	40 %
Stressé.e	41 %	72 %

« La recherche d'appartement, la recherche d'alternance pour l'année prochaine, mon projet de mémoire en cours, mon alternance actuelle, les déplacements courants, les dépenses hebdomadaires, essayer de se rendre disponible pour la famille-les amis-les coloc-les amis à l'étranger, le contexte actuel : pas de train pour aller voir mes proches, plus l'ambiance au travail à cause de la réforme des retraites : tout le monde est sur les nerfs. »



Un recours plus fréquent aux psychologues/ psychiatres



15 % des étudiants déclarent avoir consulté un psychologue ou un psychiatre dans les six derniers mois. Ce taux, relativement important par rapport à la population générale⁸, peut être considéré comme un effet du dispositif « Santé Psy Étudiants », mis en place en place en mars 2021 et donnant accès aux étudiants à 8 consultations gratuites avec un psychologue.

Toutefois, et malgré la prolongation de ce dispositif en 2023, les étudiants se heurtent au manque d'offre de soins de psychologues / psychiatres et à la saturation des services⁹. 1 étudiant sur 4 déclare, dans l'enquête, avoir renoncé à consulter un psychologue ou un psychiatre lors des six derniers mois précédents l'enquête.

⁸ En 2016, une étude de l'École des hautes études en santé publique montrait que 7 % de la population totale a suivi une psychothérapie au cours de la vie.

⁹ Rapport d'information du Sénat n° 742 (2020-2021) « Accompagnement des étudiants : une priorité et un enjeu d'avenir pour L'État et les collectivités »



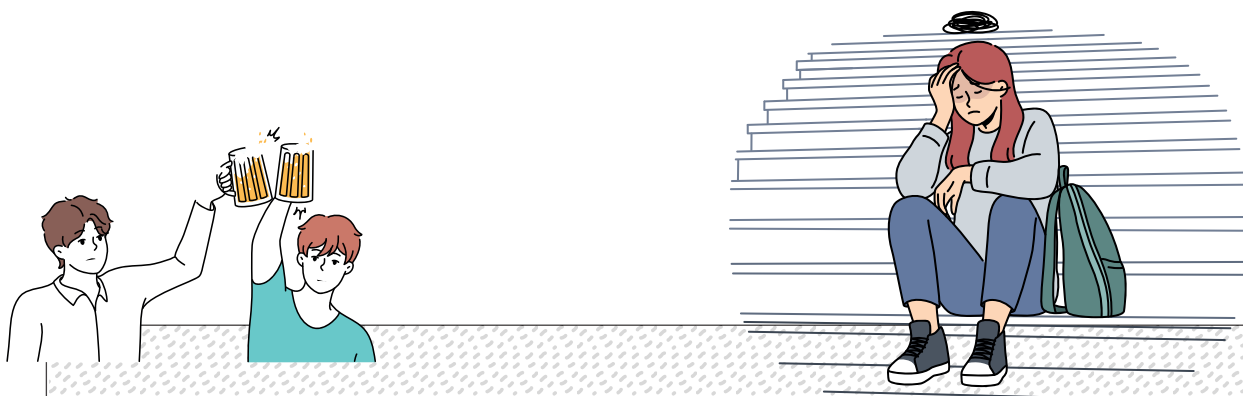
Des usages de tabac, d'alcool et de psychotropes plus fréquents chez les plus fragiles

Les étudiants qui s'estiment en mauvaise santé ont plus de comportements à risques que les autres. Ils sont plus nombreux que les autres à fumer quotidiennement (13 % contre 6 %) et à consommer des psychotropes (drogues ou médicaments), 27 % contre 18 %.



Les étudiants sont également particulièrement concernés par le « binge-drinking » qui consiste à consommer massivement et rapidement de l'alcool pour rechercher l'état d'ivresse. Ce mode de consommation a des conséquences néfastes sur la santé (diminution des capacités d'apprentissage, impulsivité accrue, troubles de l'humeur, risque de dépendance...)¹⁰.

De manière générale, les épisodes d'état d'ivresse semblent être plus fréquents chez les étudiants de la métropole nantaise en 2023. Au niveau national, les étudiants déclarent qu'ils sont 17 % à avoir été en état d'ivresse au moins une fois par mois en 2020. L'enquête de l'Auran montrent qu'ils seraient 32 % en 2023 dans la Métropole. Effet local ou évolution ? Une enquête nationale concernant la consommation des psychotropes chez les jeunes de 17 ans¹¹ révèle que tous les niveaux d'usage de drogue et alcool ont baissé entre 2017 et 2022 à l'échelle française. Les résultats de l'enquête de l'Auran marqueraient alors un écart particulièrement important entre la Métropole et le niveau national. Il s'agira de confirmer cette interprétation lorsque sortiront les résultats de l'enquête santé de l'OVE qui actualiseront cette donnée au niveau national.



Santé mentale chez les jeunes en Pays de la Loire

Le regard de l'Observatoire Régional de la Santé

Cette dégradation de la santé mentale sur les années récentes n'est pas spécifique aux étudiants de la métropole nantaise, elle s'observe plus globalement chez les adolescents et jeunes, au plan régional et national.

Ainsi, en Pays de la Loire en 2021, la proportion de 18-34 ans déclarant avoir vécu un épisode dépressif dans l'année (14 %) est deux fois plus élevée qu'en 2005 (7 %). Une forte hausse est également observée pour le recours aux médicaments psychotropes : parmi les 18-24 ans, 3 % des garçons et 5 % des filles bénéficient d'un traitement régulier en 2022 contre 2 % et 3 % en 2019. S'ajoute à ces constats, une progression marquée des hospitalisations pour tentative de suicide, en particulier chez les jeunes filles : + 71 % parmi celles de 12-17 ans, + 40 % parmi celles de 18-24 ans entre 2019 et 2021.

¹⁰ [https://www.inserm.fr/dossier/alcool-sante/#les-jeunes-privilegient-le-binge-drinking-](https://www.inserm.fr/dossier/alcool-sante/#les-jeunes-privilegient-le-binge-drinking)

¹¹ « Les drogues à 17 ans, analyse de l'enquête ESCAPAD en 2022 », Observatoire Français des drogues et des tendances addictives, mars 2023.



Que peuvent les politiques publiques ?



Pour répondre aux fragilités des étudiants d'ordre économique d'une part et de santé d'autre part, une pluralité d'acteurs doit intervenir et se coordonner. Et ce, d'autant plus dans un contexte d'augmentation de la population étudiante.

Si l'enseignement supérieur est historiquement une compétence d'État, les collectivités, les Universités mais aussi le Crous, sont autant d'acteurs qui interviennent (et de plus en plus) sur différents aspects de la vie étudiante : l'aménagement des campus, le logement étudiant, les lieux de restauration, les aides sociales, etc.

Deux axes de coordination ressortent pour intervenir dans l'amélioration des conditions de vie et de santé des étudiants nantais :

- Répondre à leurs besoins fondamentaux (se loger, se nourrir, avoir une autonomie financière),
- Améliorer la prévention en santé et l'accès aux soins, dans la Métropole et au sein de leurs établissements.

● Répondre aux besoins fondamentaux des étudiants

Le bien-être des étudiants passe d'abord par leur capacité à satisfaire leurs besoins, à se loger, se nourrir et avoir une autonomie financière.

Se loger

D'après l'observatoire territorial du logement étudiant (OTLE), co-piloté par l'Auran et la Direction Habitat de Nantes Métropole, le nombre de logements dédiés aux étudiants est estimé à 11 000, dont 4 691 du Crous. Seuls 18 % des étudiants y ont accès. Pour le reste, les étudiants doivent se rabattre sur le parc privé. Ils sont 43 % à louer un logement seul, tandis que 20 % sont en colocation et 13 % habitent en couple, ce qui leur permet de partager le loyer. Enfin, 6 % optent pour d'autres solutions. Produire plus de logements dédiés aux étudiants est indispensable pour améliorer leur accès au logement.

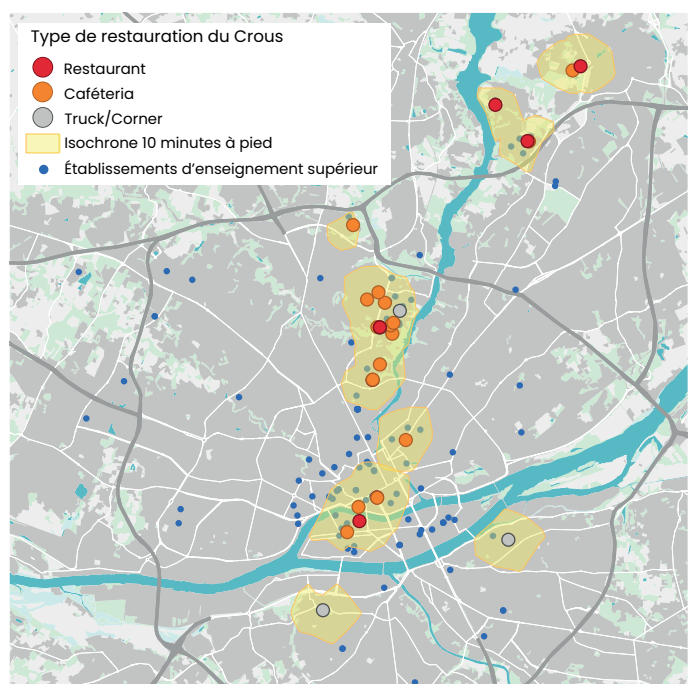
Se nourrir

Garantir un accès à une offre de restauration à tarif modéré est également un levier important pour favoriser des conditions de vie étudiantes décentes. Le dispositif « 1 repas à 1 € », déployé pendant la crise sanitaire dans les restaurants du Crous, a été prolongé pour les boursiers. Les autres étudiants bénéficient d'un repas au tarif social de 3,30 euros. Or, 1 étudiant sur 4 n'a pas accès à une offre de restauration Crous à proximité de son établissement. Dans le même temps, des centaines d'étudiants se rendent aux distributions alimentaires chaque semaine.



Mieux mailler et augmenter l'offre existante du Crous permettrait de servir plus de repas abordables, et plus rapidement. Or, le modèle économique

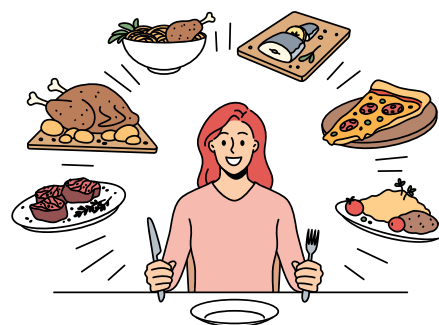
La couverture des établissements de restauration Crous dans un rayon de 10 minutes à pied



Sources : Atlas régional des effectifs étudiants MESR, Siteweb du Crous Nantes pour la restauration étudiante - Traitements et réalisation : Auran janvier 2024

de l'offre de restauration du Crous étant structurellement déficitaire et en grande partie compensée par l'État, cet enjeu relève d'arbitrages nationaux.

Par ailleurs, jouer sur les emplois du temps des étudiants permettrait aussi d'étaler les pics de fréquentation des restaurants universitaires. Toutefois, les établissements sont souvent frileux à l'envisager, au regard de la complexité de coordination des agendas que cela représente.



Avoir une autonomie financière

Avoir une autonomie financière permet d'étudier avec une certaine liberté, avec le choix d'avoir recours à une activité rémunérée ou non, concurrentielle avec les études ou non.

Malgré la revalorisation des bourses sur critères sociaux pour la rentrée 2023 (montant et assiette), la part des étudiants boursiers diminue depuis 10 ans, et ce, au niveau national comme au niveau local (bien qu'en volume le nombre de boursiers augmente). À Nantes Université, 33 % des étudiants étaient boursiers en 2018-2019. Ils sont 28 % aujourd'hui. Cette baisse est liée à la diminution du nombre d'étudiants dans les formations éligibles (et notamment au développement de l'apprentissage et des formations en alternance) et elle s'est accentuée depuis la crise sanitaire qui a engendré un décrochage des étudiants précaires. De nombreux acteurs appellent à une refonte structurelle du système d'aide dédié aux étudiants, dont les leviers relèvent de politiques nationales, à l'instar des 14 Présidentes et Présidents d'université – dont la Présidente de Nantes Université – qui ont appelé dans une Tribune au Monde en septembre 2023 à « la mise en place d'une allocation d'études pour tous les étudiants ».

Améliorer la prévention en santé

L'amélioration de l'état de santé des étudiants passe ensuite par des actions de prévention et un accompagnement dans leur accès aux soins.



Le Contrat Local de Santé Métropolitain

Le Contrat Local de Santé est un outil de contractualisation entre les collectivités territoriales et l'Agence Régionale de Santé permettant de mobiliser les acteurs locaux autour d'un projet de santé commun et adapté au territoire. Depuis l'été 2023, celui de Nantes est en refonte pour devenir un contrat d'échelle métropolitaine. Les résultats de l'enquête de l'Auran soulignent que les étudiants constituent un public vulnérable spécifique et appellent les acteurs à prendre en compte les problématiques qui leurs sont propres dans le cadre de ce contrat.

Les services santé des établissements

Des actions de médecine préventive et de sensibilisation auprès de la population étudiante se développent de plus en plus dans les Campus, notamment au travers des Services santé des établissements. Toutefois, plusieurs travaux soulignent un manque de moyens de ces services qui semblent insuffisants au regard de la population étudiante. À Nantes Université, une quinzaine de personnels médicaux, médecins, psychiatres, infirmiers (équivalent temps plein) ont en charge le suivi, l'écoute, la sensibilisation de plus de 35 000 étudiants, dont plus de 13 000 s'estiment en mauvais état de santé mentale d'après l'enquête. La construction de partenariats avec la Caisse primaire d'assurance maladie, l'Agence régionale de santé et les collectivités territoriales reste à développer pour augmenter leur force d'action, en proximité, au plus près des besoins des étudiants.





Accompagner les étudiants dans leur socialisation, vectrice de bien-être

Enfin, le sentiment d'être intégré à la vie de son établissement ou à un groupe d'étudiants contribue grandement au bien-être étudiant. Le rôle des établissements dans l'intégration de leurs étudiants reste majeur, et notamment dans les filières où il existe le plus de précarité, pour lutter contre l'isolement des étudiants.

En effet, des écarts importants en termes de participation à la vie étudiante sont observés entre les différentes filières : les écoles d'ingénieurs, de commerce et d'architecture ressortent comme les filières où les étudiants sont issus de milieux plus favorisés et participent le plus à la vie étudiante, tandis que, dans les STS et autres formations universitaires, les étudiants ressortent comme étant moins favorisés, mais aussi, moins impliqués (OVE 2020). Plusieurs leviers sont à actionner par les établissements et leurs partenaires pour accompagner l'insertion sociale des étudiants : la vie de campus, le sport, l'engagement associatif...

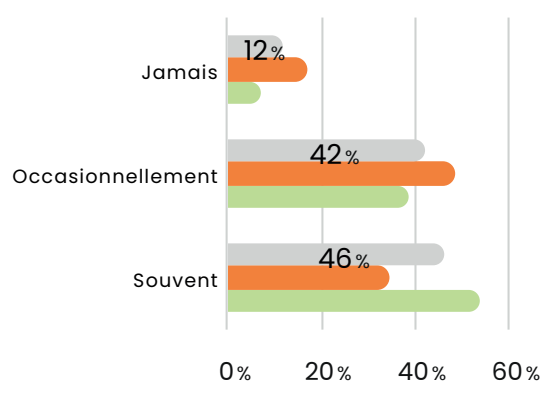
Il ressort de l'enquête une certaine corrélation entre le fait de se sentir en bonne santé et la pratique régulière de sport. De la même manière, les étudiants qui se perçoivent en bonne santé sont plus engagés dans la vie associative (culturelle, de loisirs, sportive, bureaux des étudiants) que ceux qui se considèrent en mauvaise santé. Ces derniers sont même 37 % à déclarer qu'ils ne font pas partie d'une association mais qu'ils le souhaiteraient, signalant ainsi une frustration dommageable à leur bien-être (manque de temps, d'argent).



Ainsi, garantir des temps dédiés aux activités extra-scolaires des étudiants, contribuant à leur vie sociale, apparaît comme un autre levier à la charge des établissements pour favoriser le bien-être des étudiants.

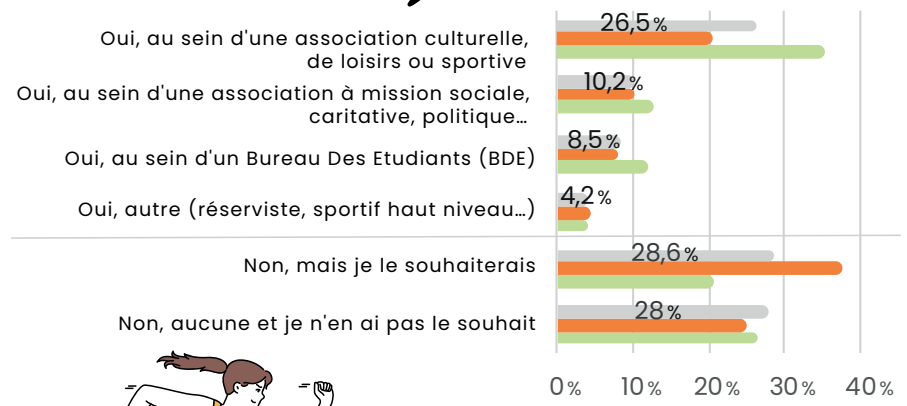
■ Total ■ Groupe mauvaise santé ■ Groupe bonne santé

Pratiquez-vous une activité sportive ?



Source : enquête Auran 2023

Êtes-vous engagés dans des activités en dehors de vos études ?



CONCLUSIONS & ENJEUX

3 étudiants sur 10 sont en situation de pauvreté. C'est deux fois plus que la population française en général. 1 étudiant nantais sur 6 s'estime en mauvais état de santé. C'est deux fois plus que les habitants des Pays de la Loire en général. Cette synthèse souligne les vulnérabilités spécifiques de la population étudiante et appelle les acteurs impliqués à poursuivre voire amplifier leurs actions, au niveau local comme au niveau national, en faveur de l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

Plusieurs enjeux ont été identifiés sur le territoire de la métropole nantaise pour favoriser le bien-être des étudiants et leur donner toute leur place dans la ville :

- ❶ Relancer la construction (et la mise à disposition) de logements,
- ❷ Densifier le maillage des restaurants bénéficiant de tarifs sociaux,
- ❸ Considérer les étudiants comme un public spécifique dans le contrat local de santé métropolitain,
- ❹ Soutenir les services santé des établissements,
- ❺ Contribuer à l'intégration des étudiants dans leur campus, etc...

L'enquête de l'Auran permet de cibler des profils qui ressortent comme particulièrement exposés aux difficultés : les décohabitants, les boursiers, les étudiants étrangers, mais aussi les primo-entrants. Toutefois, les expériences et les parcours étudiants sont de plus en plus différenciés et des travaux complémentaires doivent encore être menés pour affiner les analyses et identifier plus finement les vulnérabilités. Parmi les questions à approfondir :

- ❶ La question de l'accès à l'alimentation ressort comme un chantier prioritaire au regard de l'institutionnalisation progressive de l'aide alimentaire d'urgence dont la fréquentation ne fait qu'augmenter.
- ❷ La question de l'impact des inégalités sociales dans les parcours et expériences étudiantes reste également à affiner au regard de l'objectif de l'égalité des chances. D'autant plus dans un contexte de fragilisation des classes moyennes et d'augmentation du nombre de ménages en situation de précarité. La dynamique financière des parents laisse supposer que cette situation de vulnérabilité des étudiants va perdurer.

Autant de défis qui nécessiteront un travail conjoint entre les différents acteurs concourant à la vie étudiante, au premier rang desquels les étudiants eux-mêmes, mais aussi les établissements, le Rectorat, le Crous, les bailleurs, les collectivités, les associations étudiantes... afin de favoriser des conditions de vie étudiante vectrices de réussites, de bien-être et de réduction des inégalités.

Point méthodologique

Les données de cette synthèse s'appuient sur les résultats de l'enquête Vie étudiante réalisée par l'Auran entre février et mai 2023. Construites en s'inspirant de l'Observatoire national de la Vie Étudiante (OVE), les enquêtes de l'Auran permettent de faire ressortir les spécificités locales des conditions de vie des étudiants nantais, dans l'objectif de nourrir le débat au sein de la démarche Campus Nantes (en lien avec la ville de Nantes, la Métropole, l'université mais aussi les autres établissements). Cette enquête est composée d'un questionnaire de 55 questions relatives aux caractéristiques sociologiques, aux conditions d'études et de vie étudiante, au budget, au quotidien et à la santé des étudiants de Nantes Métropole. 1696 réponses complètes ont été obtenues. Pour rendre plus robustes les analyses issues de l'enquête, les données ont pu être redressées à partir des effectifs étudiants réels.

- ❶ *Projections des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2021 à 2030, Note d'information du SIES. MESRI-SIES. (2022).*
- ❷ *Rapport d'information n°4817 sur le logement et la précarité des étudiants, des apprentis et des jeunes actifs. Commission des affaires économiques. Assemblée Nationale. (2021).*
- ❸ *Rapport d'enquête sur les conditions de vie des étudiants, OVE (2020).*
- ❹ *Le niveau d'étude selon le milieu social, Insee (enquête Emploi), traitements MENJ-MESR-DEPP*
- ❺ *Le binge drinking chez les jeunes, Salvatore Campanella et Pierre Muraige, Éd. Mardaga, juin 2021*
- ❻ *Femmes et hommes, l'égalité en question, INSEE références, édition 2022*
- ❼ *ORS Pays de la Loire. (2023). Santé mentale des habitants des Pays de la Loire. Diagnostic pour le 3e Projet régional de santé. La Santé observée #2. 28 p.*
- ❽ *Sophie Orange, 2020 : « La privatisation croissante de l'enseignement supérieur nantais », in F. Madoré, J. Rivière, C. Batardy, S. Charrier, S. Loret, Atlas Social de la métropole nantaise*

Dossier piloté par Lucie RENOU (Cheffe de projet) avec l'appui de l'équipe de l'Auran

Auran - Agence d'Urbanisme de la Région Nantaise -
2 cours du Champ de Mars BP 60827 - 44008 Nantes cedex 1 - Tél. 02 40 84 14 18 - www.auran.org

Pour aller plus loin



AURAN